

MILA

Où va le
programme
AADL ?

Premier, deuxième puis troisième sit-in des souscripteurs AADL à Mila, sans résultats apparents, encore moins une quelconque assurance de la part des responsables concernés, d'où le flou le plus total quant à l'avenir, les tenants et les aboutissants et la réalité dudit programme dans cette wilaya.

Bref, de moins en moins de présents à ces sit-in, à peine une poignée de souscripteurs qui se sentent lâchés, abandonnés y compris par leurs semblables que ce genre de revendication ne semble plus tenter, ont-ils lâché prise ? Même la poignée de présents, ce samedi, devant la Wilaya a décidé de jeter l'éponge, par manque de solidarité de la grande majorité des concernés, d'où les échecs répétés de leurs initiatives et c'est bien dommage ! Pourtant, le dossier AADL à Mila est dans le flou le plus total.

En plus de son non-lancement dans certaines communes, le rythme jugé très lent dans la réalisation dans certaines autres, il s'avère que les 6 042 inscrits qui se sont acquittés de la première tranche, au moins, sont loin d'être assurés de bénéficier un jour de leur logement.

En effet et selon les représentants des souscripteurs qui ont été reçus par le directeur de l'AADL Mila, le programme de la wilaya qui a été agréé à ce jour, ne dispose que de 2 800 unités, d'où un déficit de l'ordre de 3 242 logements, à combler entre les programmes 2013 et 2015. Autrement dit, parmi les 6 042 souscripteurs qui se sont acquittés de la première tranche, 3 242 (plus de 50%) risquent tout bonnement de ne jamais disposer d'un logement AADL.

Si on ajoute à cette situation, le retrait des quelques volontaires qui n'ont eu de cesse de crier sur tous les toits pour faire entendre la voix de ces milliers de bénéficiaires, on peut vraiment se demander où va le programme AADL à Mila ?

A. M'haïmoud

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 4 MAI 2017

Difficultés pour
les indépendants à Annaba

Quelque 38 dossiers entre partis et listes indépendantes ont été retirés de la Direction de la réglementation et de l'administration générale (Drag) de la wilaya de Annaba, alors qu'aucun dossier de candidature pour les élections législatives du 4 mai 2017 n'a été déposé, et ce, à la veille de la clôture du délai fixé pour ce dimanche à minuit.

Pour les partis ayant pignon sur rue dans cette wilaya tels le FLN, le RND, le MSP, l'Union scellée récemment des trois partis islamistes (Nahda, Adala et Bina) ou même le FFS, la collecte des signatures ne posait pas problème. Elle l'est, par contre, pour les partis n'ayant pas un ancrage dans cette wilaya, ainsi que les listes indépendantes. C'est le cas notamment du RCD qui se démenait pour pouvoir réunir le nombre exigé de ces signatures afin de pouvoir présenter ses listes.

La confection des listes n'a pas été de tout repos pour la majorité des partis. Elle a fait des mécontents qui n'ont pas accepté que leur nom soit classé au milieu ou à la queue des listes. Il y a eu même des frictions entre candidats à la candidature.

La contestation est moins visible au sein des partis islamistes qui ont mis en sourdine leurs désaccords. Notamment pour la nouvelle union des trois partis.

Selon des sources crédibles, le ministre des Transports et des Travaux publics, Boudjemaâ Talai, crédité d'une certaine popularité à Annaba, conduira la liste du FLN. Contrairement à la rumeur qui a circulé dans cette ville. Elle avait, un certain moment, avancé comme tête de liste le nom de l'actuel député milliardaire et même celle d'un revenant en la personne de Mohamed-Salah Zitouni, ex-mouhafedh du temps du SG Abdelaziz Belkhadem, et évincé depuis.

L'union des trois partis islamistes a choisi comme tête de



Photos : DR

liste le responsable du bureau du PJD à Annaba, Aïssa Amrouci.

Pour le RND, ce choix s'est porté sur le D' Mohamed Amir actuel député qui rempile. Le Parti des travailleurs de Louisa Hanoune a, selon une source proche de ce parti, choisi un cadre de l'Onou en la personne de Mohiedine Bouchema pour conduire sa liste à Annaba alors

que le FFS a opté pour Sadek Slimani, cadre de la Casnos et son premier secrétaire dans cette wilaya.

Quant aux listes indépendantes, tout comme le RCD, elles sont confrontées à d'immenses difficultés pour réunir les parrainages exigés pour prendre part à ces élections législatives.

A. Bouacha

TLEMCEN

La mercuriale ne connaît plus de limites

Ce matin, premier jour de la semaine, le marché couvert est presque déserté. D'habitude, le dimanche, c'est la ruée vers ce souk principal de la ville.

A quelques jours du printemps, il y a de quoi s'inquiéter, aussi bien sur la disponibilité des produits, que des prix qui ont pris de l'altitude, à vous donner le vertige. Le prix de la pomme de terre est passé en quelques jours de 60 DA/kg à 90 DA/kg. Or, rien n'explique cette hausse, au vu de l'abondance de ce produit, il ne s'agit donc ni d'un problème d'offre ni de demande. Selon certains habitués des halls centraux, ce n'est qu'un début. Le prix de l'honorable tubercule connaîtra encore une forte hausse d'ici le mois de Ramadhan.

Comprenne qui pourra à cette situation, et qui se cache derrière cette spéculation d'un



produit à large consommation et qui touche particulièrement les bourses les plus modestes. Mais une hausse ne s'annonce jamais seule, le prix de la volaille n'a pas résisté à la tentation, le prix du poulet, qui est resté stable depuis l'été, a

connu aussi une hausse de 50 dinars (il est passé de 200 dinars à 250 da). Il n'est pas impossible que d'autres produits alimentaires suivent la valse d'une mercuriale qui s'affole.

A noter que le prix de l'ail rouge a dépassé les 1 400 DA le

kg et commence à disparaître des étals, pour une raison toute simple : l'ail se conserve bien et quand il réapparaîtra sur les étals, il vaudra son pesant d'or.

L'année 2017 commence mal, très mal et le citoyen n'est pas au bout de ses peines, après les récentes augmentations du prix du gaz et de l'électricité et l'instauration d'autres taxes, on ne voit pas comment une famille, dont le revenu ne dépasse pas les 40 000 DA, puisse survivre, quant au smicard, il ne peut tenir plus d'une semaine.

Au moment où une échéance nationale se profile, dans moins de deux mois, les conditions sociales de la majorité de la population se dégradent, les législatives du 4 mai n'intéressent à ce jour pas grand monde.

Quant aux menaces de sanctions proférées par le ministre du commerce contre les spéculateurs... c'est du déjà entendu.

M. Zenasni